

L'époque de la Société du parler français au Canada: arrière-fond sociographique *

SIMON LANGLOIS

Université Laval

LA SOCIÉTÉ du parler français au Canada (SPFC) naît avec le **L**XX^e siècle – 1902 – et son action s'étend jusqu'au début des années 1950. Elle est donc fondée dans l'espace culturel et politique de la nation canadienne-française et elle cesse ses activités non seulement dans l'espace de la société québécoise naissante, plus précisément dans celui de la construction d'une nouvelle référence nationale au Québec, mais aussi dans l'espace d'une nouvelle définition de la nation en émergence au Canada anglais, ce qui n'a pas été sans affecter le Canada français historique maintenant disparu. La SPFC prend racine au Québec, où se trouvent concentrés les effectifs de la nation canadienne-française ainsi que l'élite financière du Canada tout entier, ce qui donne à Montréal un caractère anglophone au tournant du XX^e siècle, du moins dans son centre-ville. Par ailleurs, le Canada français de l'époque déborde largement les frontières de la province de Québec et ce territoire est caractérisé par une grande unité normative, c'est-à-dire par un ensemble de normes communes, de valeurs et de guides de comportements, un discours sur soi qui rassemble et qui est partagé par des acteurs au sein d'une organisation sociale structurée autour de la paroisse et de la famille étendue. Plusieurs indicateurs rendent compte de cette unité. Ainsi, les combats linguistiques des minorités canadiennes-françaises trouvent-ils de larges échos au Québec même et de multiples liens unissent les familles et les paroisses par-delà les frontières provinciales, tant au Canada qu'en Nouvelle-Angleterre, comme le montrent, par exemple, la

* Cette contribution s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche intitulé *Naissance et développement du XX^e siècle québécois*, dirigé par Gilles Gagné, Simon Langlois et Jean-Jacques Sinard, du Département de sociologie de l'Université Laval, et subventionné par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) du Canada. L'auteur remercie David Dupont et Sami Jalbert pour leur aide dans la compilation des données, ainsi que Jeanne Valois pour ses précieux commentaires sur une version préliminaire.

diffusion des journaux publiés au Québec et l'appui que reçoivent les Canadiens français minoritaires en milieu anglophone. Par exemple encore, Lionel Groulx (1998), dans sa correspondance, parle de la défense de « nos droits » et de « nos frères » en commentant les luttes menées par ceux qui allaient devenir plus tard des Franco-Manitobains.

Le demi-siècle d'existence de la SPFC recoupe une période de mutations et de transformations importantes dont nous rappellerons quelques éléments. La SPFC a été créée dans un contexte idéologique caractérisé par de vives luttes pour la défense et la promotion du fait français, de combats pour la *survivance* de la langue française, typiques de l'époque.

Une lecture rapide de l'histoire pourrait donner à penser que c'est le contexte des luttes idéologiques et politiques pour la promotion du français qui explique à lui seul la création de la SPFC. Le Canada français d'alors était largement sur la défensive. La création d'une telle société et le soutien de toute initiative susceptible d'assurer la promotion du français s'imposaient, au Québec d'abord, mais aussi ailleurs au Canada où étaient établis, parfois depuis très longtemps, de nombreux Canadiens français. Bien que cette interprétation du passé soit juste en bonne partie, nous avançons l'hypothèse que la mise sur pied de la SPFC doit aussi être interprétée à la lumière de la modernisation en émergence au Québec et des changements socio-économiques considérables qui commencent alors à poindre. La société québécoise naissante – qui ne s'identifiera comme telle qu'au fur et à mesure qu'on avancera dans le siècle – entre progressivement dans un important processus de modernisation dont les premiers signes se manifestent dès le début du siècle. L'industrialisation et l'urbanisation observables à cette époque en sont les premiers indicateurs. À cela s'ajoutent d'importants mouvements migratoires des populations: plus précisément, l'émergence d'une immigration internationale, dont la présence sera marquante dans les années 1910 et 1920 et, en parallèle, une émigration continuelle de milliers de Canadiens français quittant le territoire québécois. À cette époque, l'État provincial est encore embryonnaire, mais il deviendra rapidement beaucoup plus important. Son émergence comme force politique de premier plan est même l'un des faits marquants de la première moitié du xx^e siècle. Par ailleurs, l'Église catholique apparaît comme le véritable appareil d'encadrement du Canada français à cette époque, mais déjà s'annoncent les premiers signes d'importants changements à venir.

Nous commencerons par rappeler brièvement le contexte idéologique du début du siècle; une référence à la pensée d'Henri Bourassa s'avère incontournable. Nous nous intéresserons ensuite aux tendances marquantes du XX^e siècle québécois, ce qui contribuera à mieux faire comprendre le contexte dans lequel est née puis a œuvré la SPFC. Pour fixer les idées, nous avons retenu certaines tendances de fond s'étendant sur l'ensemble du siècle, débordant ainsi la période où la SPFC a été active. Cette approche permet de mettre en perspective différents indicateurs sur une longue durée en les confrontant les uns aux autres. L'étude du contexte dans lequel intervient la création de la SPFC aidera à mieux saisir ce qui pouvait motiver ceux qui l'ont fondée en 1902.

Le rêve dualiste du Canada français

Deux grands récits nationaux¹ ont marqué le Canada français au cours du XX^e siècle. Le premier, qui s'est constitué dès le XIX^e siècle, définissait le Canada comme le résultat d'un pacte entre deux peuples fondateurs, donnant naissance à l'utopie dualiste canadienne et au biculturalisme; le second, qui a pris forme de manière plus explicite et articulée dans la seconde moitié du XX^e siècle, a trait au projet d'indépendance nationale du Québec. La SPFC est née au moment même où le Canada français cherchait à affirmer sa place et son statut au sein de la société canadienne naissante et en voie d'acquérir une plus grande autonomie par rapport à l'Angleterre; elle cesse ses activités lorsque le second récit commence réellement à prendre forme.

La SPFC est donc contemporaine de la période au cours de laquelle s'élabore le grand rêve canadien-français d'une égalité nationale entre Canadiens anglais et Canadiens français, entre les deux *racés* telles que décrites par André Siegfried (1906), et elle disparaît au moment où s'amorce l'affirmation québécoise. Ce sera un autre Canada français qui prendra un vigoureux virage communautariste au sein du nouveau Canada dans le dernier tiers du XX^e siècle.

Le récit canadien-français est plus pertinent pour notre propos que le récit québécois. Plusieurs grands débats font rage au début du nouveau siècle, que Wilfrid Laurier souhaitait être celui du Canada. Deux questions occupent la scène politique: celle des écoles de langue française au

1. Le terme de *récit* désigne ici la formulation de discours collectifs qui explicitent les contours historiques et sociologiques d'une nation et/ou d'une société globale, et celui de *grands récits* est synonyme d'utopies ou de modèles collectifs proposés en vue de l'action.

Manitoba et en Ontario, et celle de la place du Canada au sein de l'Empire britannique. Alors que l'affaire Riel est encore très présente dans les mémoires au Québec, le gouvernement de Thomas Greenway abolit, en 1890, le français comme langue officielle au Manitoba et met sur pied un réseau d'écoles non confessionnelles pour desservir une population cosmopolite appelée à occuper les nouveaux territoires de l'Ouest canadien. Six ans plus tard, Laurier et Greenway en arrivent à un compromis qui, s'il assure la paix sociale, ne redresse pas les torts causés à la minorité catholique. Au même moment, le Manitobain Clifford Sifton, ministre poids lourd dans le cabinet de Laurier, met en place un important programme de développement agricole de l'Ouest et réorganise la politique d'immigration. Dorénavant, la priorité sera accordée à une immigration venant soit des pays anglo-saxons, soit des pays de l'Europe de l'Est. Si plusieurs immigrants étaient originaires de Grande-Bretagne et des États-Unis, un très grand nombre étaient issus de l'Europe de l'Est. Cette politique sera vivement critiquée parce qu'elle minait le caractère *british* de la nation et, du point de vue canadien-français, le caractère binational du pays.

Figure emblématique de cette période, Henri Bourassa (1901 et 1902) défend le point de vue « canadien-français » sur ces deux questions, celle des écoles françaises et celle de la place du Canada dans l'Empire britannique. Plaidant pour le respect des droits des Canadiens français en milieu minoritaire, il invoque deux types d'arguments, comme l'a bien mis en évidence Sylvie Lacombe (2002). Tout d'abord, la position de Bourassa s'appuie sur l'affirmation des droits historiques des Canadiens français et sur le fait que la Constitution contient des garanties qui les protègent, notamment au Manitoba. Mais Bourassa va plus loin en posant que le respect des droits des Canadiens français en milieu minoritaire est important pour l'unité nationale à l'échelle même du Canada :

[...] en dehors du droit moral, historique et constitutionnel à l'appui du respect des minorités franco-catholiques dans les provinces autres que le Québec, Bourassa fait encore appel à un autre type d'arguments, celui de l'unité nationale. C'est à ses yeux le plus important parce que la plus tangible des justifications. (Lacombe, 2002 : 84)

Par ailleurs, Bourassa revendique la construction d'une référence nationale proprement canadienne pour ce nouveau pays créé en 1867 et composé, en 1902, de 7 provinces. Pour lui, la défense du français et la promotion de l'indépendance canadienne sont liées. Afin de contrer les

reculs que subit le français dans l'Ouest, il prône la reconnaissance des deux peuples fondateurs, des deux *races*, pour reprendre les termes de l'époque, et il en fait la condition de l'indépendance du pays :

Tant qu'une entente plus franche et plus nette n'existera pas entre les deux races – et ce but désirable ne sera atteint que le jour où le peuple canadien aura forcé ses hommes d'État à adopter une politique canadienne – je dis que nous ne sommes pas mûrs pour l'indépendance. (Bourassa, 1901 : 40)

Il importe à notre sécurité de convaincre les Anglo-Canadiens d'un fait d'ailleurs indéniable : c'est que ce n'est pas à titre de Français mais à titre de Canadiens que nous ne voulons pas nous rapprocher de l'Angleterre et assumer des obligations nouvelles dans son Empire. (Bourassa, 1902 : 434)

La dernière citation est presque prémonitoire car elle préfigure la réticence des Canadiens français à participer aux guerres européennes (réticences qui seront aussi celles des Américains ou des Australiens, comme l'a rappelé Gérard Bouchard, 2000 : 40).

Bref, Bourassa se pose comme un leader du Canada français et comme l'un de ceux qui ont le plus contribué à la formulation de son grand récit utopique. « Petit-fils de Papineau et ultramontain, ami de Laurier et opposé à l'Empire, nationaliste et catholique : voilà bien des variables pour un seul homme », écrit d'ailleurs Fernand Dumont (1974 : 13) à propos du fondateur et du directeur du journal *Le Devoir*.

Le début du siècle marque donc la naissance du rêve dualiste des élites de langue française qui luttent pour la reconnaissance de la place du français. L'idée que le Canada est le résultat d'un pacte entre deux peuples fondateurs allait se consolider dans les débats politiques et constitutionnels des générations suivantes. Guy Rocher (2000) a noté avec pertinence que le projet politique canadien, tel que conçu par les élites canadiennes-françaises de l'époque, était en fait un grand projet de construction nationale dans la perspective civique, pour reprendre une catégorie analytique contemporaine, et non un projet de société replié sur l'ethnie de langue française. Ce plaidoyer en faveur de la reconnaissance de la dualité canadienne était une façon de marquer l'apport des francophones à la construction du Canada, une perspective qui a alors trouvé peu d'échos. Il faudra attendre les années 1960 pour que le récit canadien-français ait un impact à Ottawa, mais il viendra alors en

concurrence avec le récit indépendantiste et l'affirmation de la spécificité du Québec.

Une société en voie de modernisation

Le Québec de la première moitié du XX^e siècle est encore imbriqué dans l'ancien Canada français, mais bon nombre d'indicateurs annoncent une importante mutation à venir. Dès cette période émergent en effet les éléments constitutifs d'une société globale en voie de modernisation, dont la mise en place d'un État provincial de plus en plus présent. L'étude de cette lente modernisation, centrée sur l'émergence du Québec comme société globale, est déjà bien balisée dans plusieurs disciplines des lettres et des sciences humaines, que ce soit en histoire (voir Linteau, Durocher et Robert, 1989, par exemple), en littérature (voir DOLQ, par exemple) ou en sociologie (voir Simard, 1999, par exemple), mais il n'existe pas encore de synthèse pour l'ensemble du siècle.

L'exposé qui suit n'a pas l'ambition de proposer les orientations que devrait prendre une telle synthèse. Tout au plus suggérerons-nous d'explorer le terrain sur le plan de la morphologie sociale à l'aide de quelques indicateurs chiffrés. Cet essai devrait être suffisant pour fixer les esprits sur le contexte d'émergence de la SPFC, et éclairer le contexte de sa disparition au début des années 1960, au moment même de l'accélération rapide des changements sociaux, culturels et économiques que le Québec connaîtra alors.

Nous examinerons successivement la démographie, la place de l'État et de l'Église, l'urbanisation, le repli idéologique et, enfin, les conflits sociaux. Ce ne seront là que des coups de sonde certes, mais qui contribueront à éclairer le contexte dans lequel a été créée la SPFC et à mieux comprendre comment s'est effectué le passage de l'ancien Canada français au Québec moderne. Nous y reviendrons en conclusion.

Trois tendances démographiques

Trois tendances ont caractérisé la démographie québécoise : la forte natalité de la population francophone – un aspect bien connu – ainsi que l'émigration massive vers les États-Unis, mais la troisième l'est moins, soit l'arrivée d'importants contingents d'immigrants internationaux venus s'établir en grand nombre au Québec.

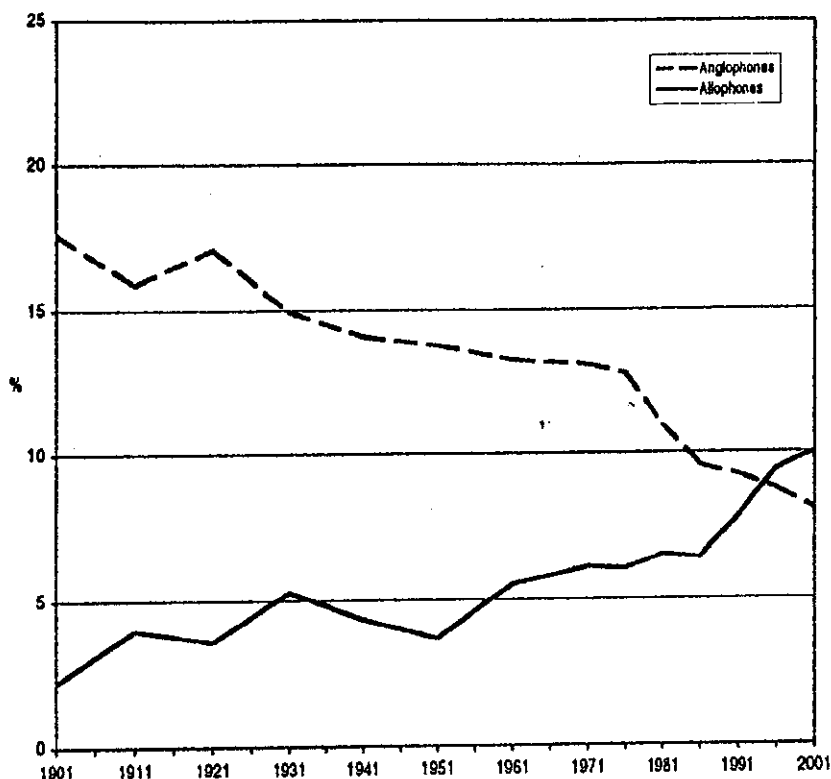
Premièrement, le Québec du début du XX^e siècle connaît une véritable saignée de sa population francophone au profit de la Nouvelle-Angleterre (voir Roby, 2000, et Ramirez, 2003). Entre 1870 et 1929, on estime qu'il a perdu environ le cinquième de sa population. Mais les Canadiens français n'ont pas été les seuls à quitter le Québec pour aller s'établir aux États-Unis ou dans l'Ouest canadien; de nombreux Canadiens anglais du Québec ont aussi quitté cette province. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cet exode de la population anglophone ne date ni de la période de la Révolution tranquille, ni de l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976, comme le montre la figure 1. On peut en effet identifier trois phases distinctes dans le déclin de la population anglophone. La première se situe au tout début du XX^e siècle, la seconde, à partir des années 1920, et la troisième, au milieu des années 1970. Cette perte d'effectifs a cependant été largement compensée par l'arrivée de nombreux immigrants internationaux qui se sont intégrés à la minorité anglophone plutôt qu'à la majorité francophone.

Deuxièmement, cette forte émigration a été compensée par une vigoureuse fécondité qui a entraîné, malgré tout, une forte croissance démographique, ce qui a permis à la population de langue maternelle française de maintenir ses effectifs à un taux variant entre 80 % et 82 % tout au long du XX^e siècle. Au Canada anglais, par contre, la proportion de la population de souche britannique a sensiblement diminué au cours de la même période, ce qui a eu un impact considérable sur la refondation de la nation² et l'émergence d'un nouveau sentiment national canadien. La population anglo-saxonne du Québec a, elle aussi, connu les mêmes transformations internes et elle illustre bien ce qui s'est passé à l'échelle de l'ensemble du Canada.

Un troisième mouvement démographique caractérise le Québec de cette période: l'arrivée d'une importante population d'immigrants internationaux. Avec la création de nouvelles provinces à peupler dans l'Ouest, l'immigration internationale connaît une forte hausse dans tout le Canada au début du XX^e siècle et le Québec a réussi à attirer une bonne part de ces immigrants (voir figure 2). Ainsi, la population d'origine juive

2. Le terme *refondation de la nation*, proposé par Fernand Dumont (1993, 2000), désigne la nécessité de revoir périodiquement la définition qu'une société (ou une nation) se donne d'elle-même afin d'intégrer de nouveaux éléments ou de l'ajuster à un contexte qui a radicalement changé. « Les États ou même les nations sont refondées périodiquement; nous nous trouvons incidemment devant la nécessité de nous refonder nous-mêmes comme dans les années 1850 » (Dumont, 2000).

Figure 1
Anglophones et allophones, Québec, 1901-2001³

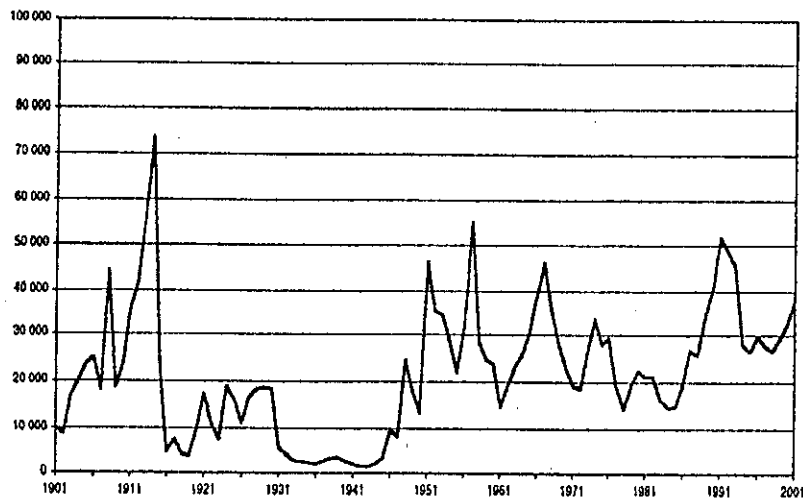


est passée de 2 703 personnes en 1891 à plus de 50 000 en 1931. Il s'agit d'une population très diversifiée, marquée par « divers courants religieux allant de la stricte orthodoxie au libéralisme » (Linteau, 1992 : 326); voici comment Jean-Jacques Simard (1999 : 51) a décrit les immigrants juifs qui se sont installés à Montréal :

[...] Urbains, alphabétisés, combinards, diligents, baratineurs, intellectuellement chicaniers, les Juifs montréalais trouveront les moyens de se donner deux quotidiens, le *Kanada Adler* (1907) et le *Russokoye Slava* (1910).

3. Source : Statistique Canada. Pour les années 1901 et 1911, les données portent sur l'origine ethnique. Les données de 1921 portent sur la population de 10 ans et plus. Les réponses multiples (français/anglais) ont été réparties au prorata de leur poids en 1991 et 1996. Le français ou l'anglais et une autre langue ont été classés avec la langue officielle.

Figure 2
Immigrants internationaux, Québec, 1901-2001⁴



La présence accrue de la population juive n'a pas manqué de susciter des réactions négatives en divers milieux canadiens-français dans les premières années du siècle.

Pendant une bonne partie du XX^e siècle, le Québec francophone ne réussira pas à intégrer la majorité des nouveaux arrivants, mis à part ceux qui voudront s'insérer d'eux-mêmes dans cette société plutôt fermée, qui devait en outre lutter pour assurer son propre développement au sein du Canada. L'immigration internationale ayant été perçue pendant des années comme étant menaçante par les élites canadiennes-françaises de l'époque, notamment dans le système scolaire, la majorité des immigrants ont choisi de s'intégrer à la majorité anglo-canadienne dont une bonne partie de l'élite était établie à Montréal au début du siècle. L'arrivée de nombreux immigrants internationaux a largement compensé le départ des citoyens d'origine britannique ou de langue maternelle

4. Sources : données de 1901 à 1929 : *Annuaire du Canada*, 1934-1935, p. 221-222 ; données de 1930 à 1945 : *Annuaire du Canada*, 1945, p. 181 ; données de 1946 à 2001 : Statistique Canada, Cansim II, tableau 051-0008. Avant 1954, les données sur l'immigration sont publiées par année fiscale ; à partir de 1954, elles le sont par année civile. De 1961 à 1971, l'émigration est probablement très surestimée. De juillet 1971 à juillet 1996, le nombre de Canadiens de retour est soustrait du nombre des émigrants. Depuis juillet 1996, le nombre total d'émigrants est la somme des émigrants et du solde.

anglaise, et une importante transformation de la population anglophone s'est lentement effectuée au cours du XX^e siècle. Les choses ne commenceront à changer qu'à partir de l'adoption des lois linguistiques dans les années 1970 et dans la foulée de la refondation nationale qui a pris place au Québec avec la Révolution tranquille. Le rapport aux immigrants est probablement l'un des éléments qui distinguent le plus l'ancien Canada français et le Québec.

De l'Église canadienne-française à l'État québécois

À l'époque de la fondation de la SPFC, le rôle de l'État fédéral était plus important que celui de l'État provincial, mais les Canadiens français y exerçaient peu de pouvoir. Devant son incapacité à défendre les intérêts de ses commettants, certains historiens parlent même de la médiocrité de la députation canadienne-française. De son côté, l'État québécois est anémique et il régule peu la vie des citoyens. Au début du siècle, le gouvernement provincial a des revenus d'environ 4 millions de dollars et il n'emploie guère plus de 200 fonctionnaires. Le Parlement québécois ne siège que trois ou quatre mois par année, ce qui permet au premier ministre d'avoir suffisamment de temps pour faire partie des conseils d'administration de diverses compagnies.

Mais les choses changent rapidement. La première moitié du siècle voit émerger, surtout après 1920, l'encadrement par l'État provincial de la société québécoise, qui concurrencera peu à peu puis remplacera définitivement, après 1960, l'encadrement par l'Église qui n'aura alors plus les moyens – ni en termes financiers, ni en termes de ressources humaines – d'assumer les responsabilités qui avaient été les siennes jusque là.

Au début du XX^e siècle, l'Église catholique constitue le véritable appareil d'encadrement de la vie quotidienne et institutionnelle du Canada français, mais son influence et son importance commenceront à décliner assez tôt avec l'industrialisation. L'Église, en tant qu'institution, continuera cependant de s'étendre et de se développer pendant au moins les 60 premières années du XX^e siècle, mais l'étude des comportements des Québécois indique qu'ils prennent leurs distances avec l'institution bien avant l'amorce de son déclin. Les deux Grandes Guerres, les relations avec les parents immigrés aux États-Unis, l'urbanisation, l'industrialisation et surtout l'avènement de la société de consommation sont autant de facteurs qui contribueront à ce changement. Autrement dit, on peut avancer l'hypothèse qu'une rupture s'amorce entre l'Église comme

appareil d'encadrement de la société et le peuple qui vit et travaille dans un monde en profonde mutation.

L'évolution déphasée de la population catholique et de l'Église comme institution apparaîtra clairement dans l'examen de deux indicateurs. Le premier concerne l'évolution des effectifs de l'Église catholique – prêtres, religieux et religieuses – au XX^e siècle; le second, qui servira d'indicateur des comportements, a trait à l'évolution du nombre d'abonnements aux publications religieuses dans les ménages.

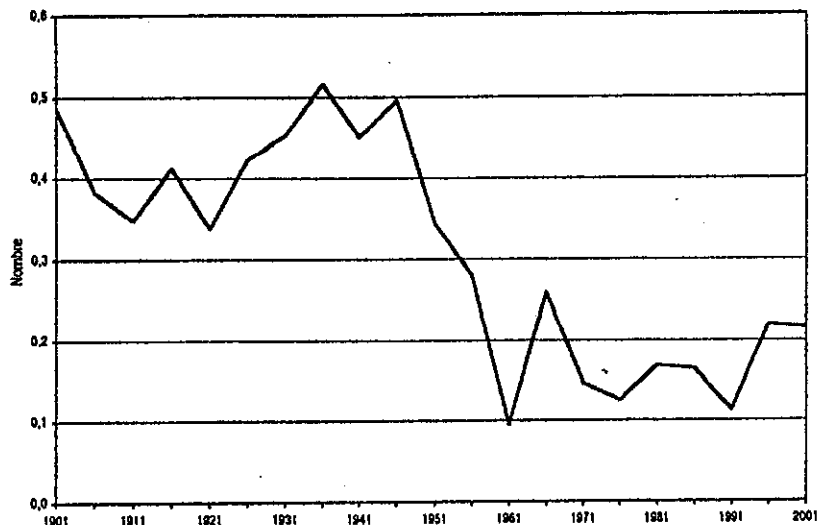
Tableau 1
Population catholique et effectifs religieux au Québec, 1901-1961⁵

Année	Population catholique	Clergé séculier	Clergé régulier	Frères	Sœurs	Total	Ratio population/ religieux
1901	1 339 031	1 877	292	1 363	6 701	10 233	131
1921	1 963 510	2 530	661	2 883	13 105	19 179	102
1951	3 133 753	4 506	2 505	5 862	30 285	43 158	73
1961	4 223 972	5 510	2 870	6 330	32 418	47 128	90

L'important développement institutionnel que l'Église catholique avait connu dans la deuxième moitié du XIX^e siècle s'accroîtra dans la première moitié du siècle suivant, comme l'indique l'évolution du nombre de religieux. En 1901, l'Église compte au Québec 1 877 prêtres séculiers, 292 membres du clergé régulier, 1 363 frères et 6 701 religieuses. En tout, plus de 10 000 personnes, hommes et femmes, assurent l'encadrement de 1 339 000 fidèles, tant sur les plans religieux, scolaire et sanitaire (voir tableau 1). Ces chiffres comprennent un certain nombre de religieux anglophones (irlandais pour la plupart), mais ils excluent les nombreux religieux que le Québec exporte dans des centaines de paroisses de la Nouvelle-Angleterre et des provinces anglophones du Canada. Soulignons ici que les religieux ont joué un rôle important dans la défense et la promotion du français, liant la survie de la langue française à celle de la foi catholique.

5. Sources: *Le Canada ecclésiastique* et *Annuaire de l'Église catholique du Canada*.

Figure 3
Périodiques religieux publiés par 100 000 habitants,
Québec, 1901-2001⁶

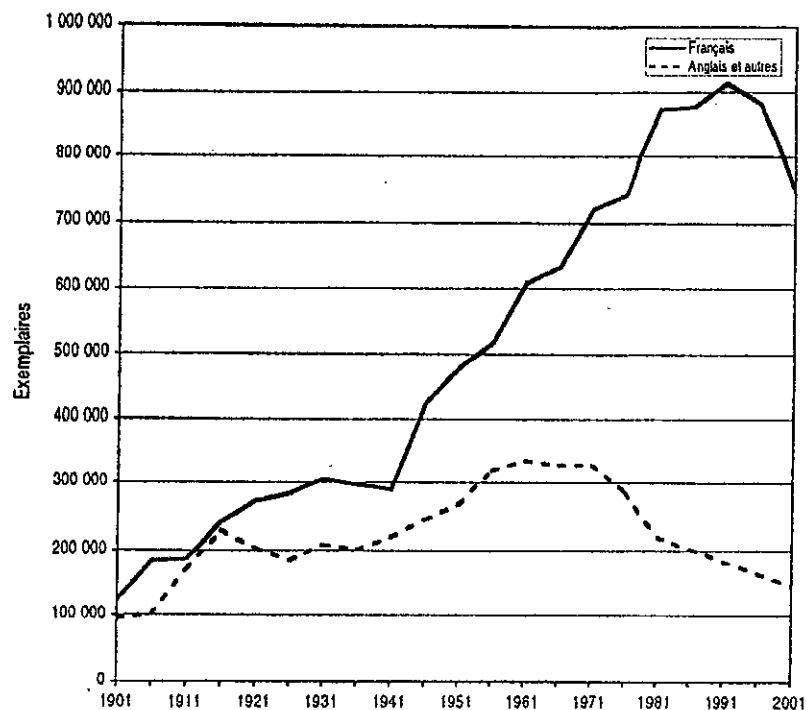


Mais on voit très tôt apparaître des lézardes dans l'édifice et se pointer des changements radicaux. Ainsi, l'État provincial, qui se développe rapidement, met sur pied diverses institutions qui font concurrence à celles de l'Église, notamment en matière scolaire. Par ailleurs, les comportements des fidèles changent avec l'urbanisation qui s'accélère et la modernisation naissante. Nous avons choisi d'illustrer le décalage entre le développement continu de l'Église comme institution et les comportements des acteurs en mettant en parallèle l'évolution des effectifs du clergé et la diffusion des périodiques religieux dans les foyers.

Les périodiques religieux étaient en effet largement répandus dans les foyers canadiens-français au début du siècle et ils constituaient même, avec l'almanach, la principale source d'information imprimée dans bien des familles. Or, la figure 3 montre que le nombre de ces périodiques diminue de façon importante entre la fin des années 1940 et le début des années 1960, c'est-à-dire presque vingt ans avant que ne s'amorce la baisse du nombre de religieux, ce qui donne à penser que les

6. Source : N. W. Ayer & Son.

Figure 4
Tirage des quotidiens, Québec, 1901-2001⁷



comportements des individus avaient commencé à changer bien avant l'institution qui les encadrait. Si la diffusion de périodiques religieux régresse, celle de la presse quotidienne s'accélère à partir du début des années 1940 (voir figure 4). Cet indicateur illustre une fois de plus que la modernisation du Québec est bien antérieure aux années 1960. La lecture des quotidiens se développe rapidement au cours de la Seconde Guerre mondiale et elle s'intensifie dans la période de prospérité qui y fait suite.

Si l'appareil d'encadrement de l'Église est encore omniprésent au sortir de la guerre, la société québécoise est quant à elle en voie de

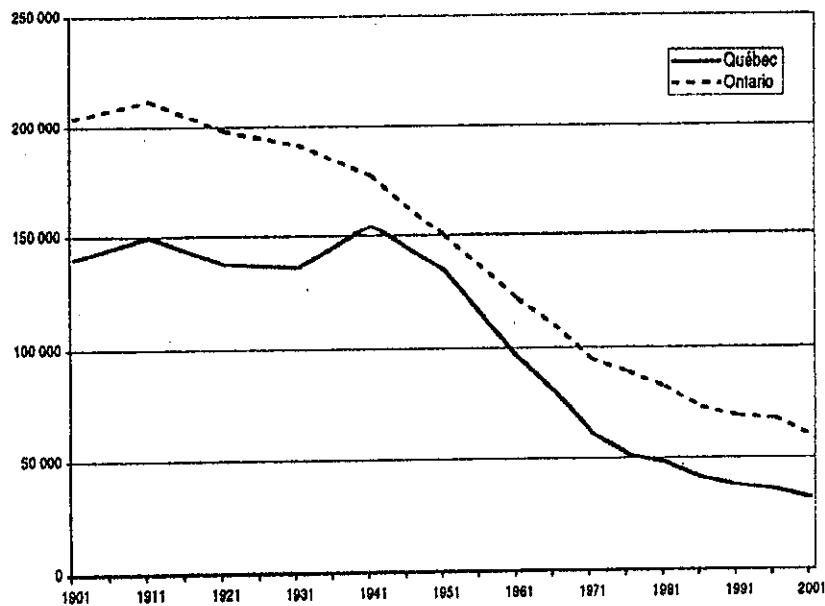
7. Source: N. W. Ayer & Son. Tirage moyen des quotidiens du lundi au vendredi (circulation) à partir des données des mois de juillet et août de chaque année. Anglais et autres comprend *The Eagle* (yiddish) pour certaines dates. Son tirage n'a jamais dépassé 15 500 et n'influence donc que très faiblement le tirage pour cette catégorie. Les données pour le tirage de 1911 doivent être interprétées avec prudence car il manque le tirage pour les quotidiens suivants: *Le Devoir*, *The Eagle*, *The Telegraph* et *L'Événement*.

mutation extrêmement rapide. Ce même type de décalage se retrouve, avec plus de netteté encore, dans l'affrontement entre deux modèles de développement du territoire.

Deux types concurrents d'occupation du territoire et de développement

Deux types d'occupation du territoire se poursuivent en parallèle pendant la première partie du XX^e siècle. Jusqu'en 1940, le Québec cherchera à maintenir, presque de force, un modèle de développement rural dans un territoire peu propice à l'agriculture, en dehors de l'espace déjà cultivé. Une comparaison avec l'Ontario fait mieux voir la persistance de ce modèle qui allait à l'encontre des tendances émergentes en matière de productivité agricole dans d'autres sociétés comparables. Alors que, dès 1911, le nombre de fermes commence à décliner et que les surfaces cultivées augmentent en Ontario, il faudra attendre plus de trente ans avant que le même phénomène ne se produise au Québec (voir figure 5).

Figure 5
Nombre de fermes, Québec et Ontario, 1901-2001⁸



8. Source: Statistique Canada.

La création de nouvelles fermes se poursuit pendant que l'urbanisation s'accélère et qu'émerge une importante classe ouvrière urbaine et francophone. Le Québec a étiré au maximum le mode de vie rural qui l'a caractérisé au siècle précédent (voir Gagné, 2004), mais cet étirement a connu une fin presque brutale. À partir de 1941, la modernisation des fermes s'amorce de manière extrêmement rapide et, en moins d'une trentaine d'années, toutes les fermes sont équipées de tracteurs (voir figure 6) et l'achat d'une voiture devient une nécessité pour bon nombre de familles (voir figure 7). Le Québec se modernise rapidement et entre de plain-pied dans l'univers industrialisé, mais il tarde à moderniser ses institutions.

Malgré le maintien officiel du modèle de développement rural qui avait prévalu jusque là, le Québec s'urbanisera rapidement dès le tournant du siècle. Dans les années 1930, 60 % de la population vit en milieu urbain et Montréal grandit à vue d'œil. Les quartiers ouvriers peuplés de travailleurs canadiens-français se développent le plus souvent dans des conditions misérables et l'hygiène publique laisse à désirer. Ce sont ces conditions qui ont inspiré l'auteur de *Bonheur d'occasion*; dans ce roman, Gabrielle Roy (1945) décrit avec beaucoup de justesse la condition ouvrière montréalaise du milieu du siècle, et elle fait clairement allusion à la domination des ouvriers francophones par les patrons *anglais*.

Il y a quelques années, les historiens qu'on a qualifiés de révisionnistes ont soulevé la polémique en soutenant que la modernisation du Québec s'était amorcée bien avant les années 1960. Selon Ronald Rudin (1997) et selon des sociologues qui ont étudié les années 1950, un certain nombre d'intellectuels ont eu avantage à noircir le passé afin de montrer qu'ils ont eux-mêmes été les artisans et les interprètes d'un important mouvement de modernisation du Québec (voir Bourque, Duchastel et Beauchemin, 1994, par exemple). La période dite de la *Grande Noirceur* aurait été volontairement assombrie afin de mieux mettre en évidence les lumières de la modernisation. Duplessis dirigeait certes un régime conservateur sur le plan social et idéologique, mais il a modernisé l'économie, électrifié les régions rurales, créé l'Institut de cardiologie de Montréal, ouvert la Côte-Nord, ouvert plus de 10 000 écoles et institutions scolaires, construit des ponts et des routes, etc.

Figure 6
Fermes équipées d'au moins un tracteur, Québec, 1921-2001⁹

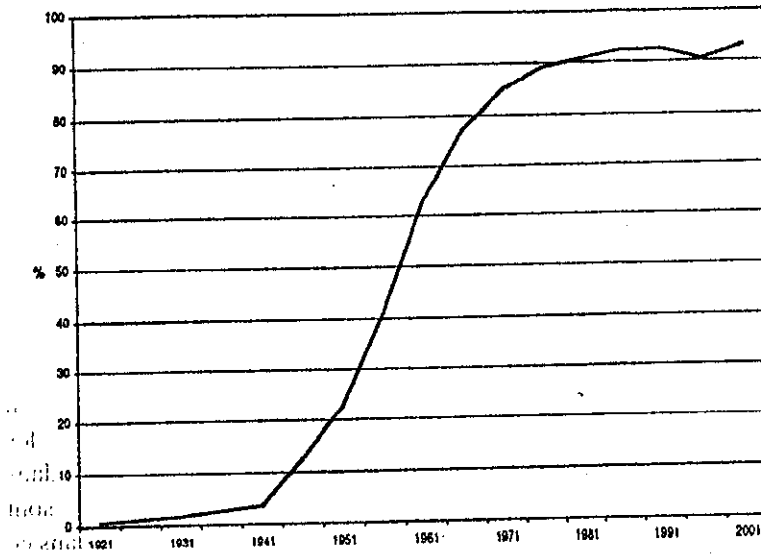
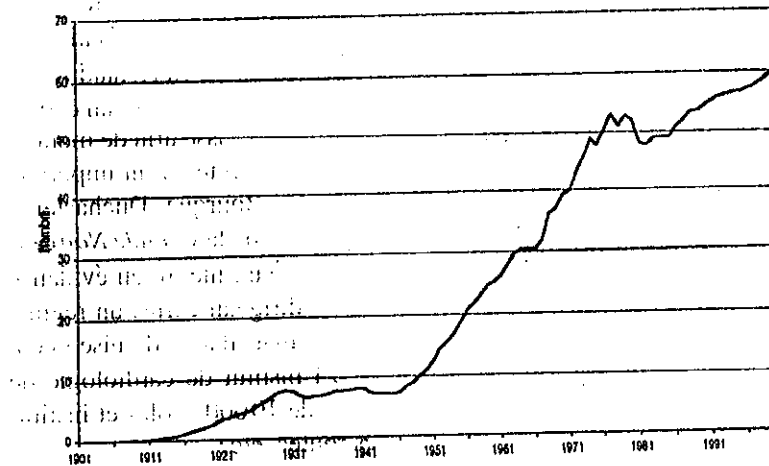


Figure 7
Véhicules de promenade par 100 personnes âgées entre 15 et 74 ans, Québec, 1903-2000¹⁰



9. Source: Statistique Canada.

10. Sources: données de 1906 à 1974: Statistique Canada, immatriculations; Statistiques historiques du Canada, 11-516-XIF; données de 1975 à 1998: Statistique Canada, Cansim II, tableau 405-0001.

Puisque l'industrialisation a été alimentée par des capitaux britanniques et américains, l'anglais est devenu omniprésent, tant au travail que dans la vie quotidienne, ce qui n'a pas été sans conséquence sur la langue (voir Hamelin, 1979, et Miner, 1938). Lorsque le tracteur s'est diffusé dans les campagnes, le mot *brake* a commencé à faire son apparition dans la langue rurale (à propos du phénomène de l'anglicisme dans les parlers ruraux du Québec, voir notamment Verreault et Lavoie, 2000). Dans le monde du travail, les documents, les livres de comptes, les formulaires à compléter seront souvent en anglais et il faudra attendre les années 1980 pour que la tendance se renverse de façon définitive¹¹.

Repli idéologique et rupture entre les élites et le peuple

Il n'a pas manqué d'intellectuels, de journalistes ni de penseurs pour rappeler, dès le début du XX^e siècle, la nécessité de moderniser le Québec et de modifier les institutions en fonction des nouvelles réalités, comme l'a souligné Yvan Lamonde (2000). Mais, le plus souvent, ces discours modernisateurs ont été contrés par ceux des élites en place qui ont persisté à valoriser la campagne au détriment de la ville, ce qui a amené Fernand Dumont à parler de repli idéologique sur le passé :

Ici, au cours de la première moitié du XX^e siècle, la sphère idéologique a pris une énorme ampleur ; on a l'impression que, impuissante à se reconnaître vraiment dans ses conditions matérielles d'existence, une collectivité s'est exilée dans un univers social parallèle, celui du souvenir, du rêve, de la spéculation. (Dumont, 1974 : 10-11)

Plus largement et dans la même veine, Gérard Bouchard avance l'hypothèse d'une rupture, au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e, entre les élites canadiennes-françaises et le peuple, rupture qui durera jusqu'à la Révolution tranquille :

Ainsi, loin d'avoir été fermée sur elle-même, la culture des Québécois était largement ouverte aux deux bouts du continuum social, mais dans des directions opposées : l'une menait vers le vieux continent, l'autre vers le nouveau. D'un côté, la culture savante se définissait par rapport à des modèles empruntés, à des traditions européennes à perpétuer, à implanter en territoire nord-américain, de l'autre, une culture populaire

11. J'ai retrouvé, dans des papiers de famille datés des années 1950, les premiers livres de comptes de mon père, alors jeune peintre en bâtiment à Montmagny : les en-têtes étaient uniquement en anglais. J'ai aussi trouvé des factures d'achat de fer ayant appartenu à mon grand-père paternel, qui était forgeron dans la même ville, sur lesquelles l'anglais occupait presque toute la place.

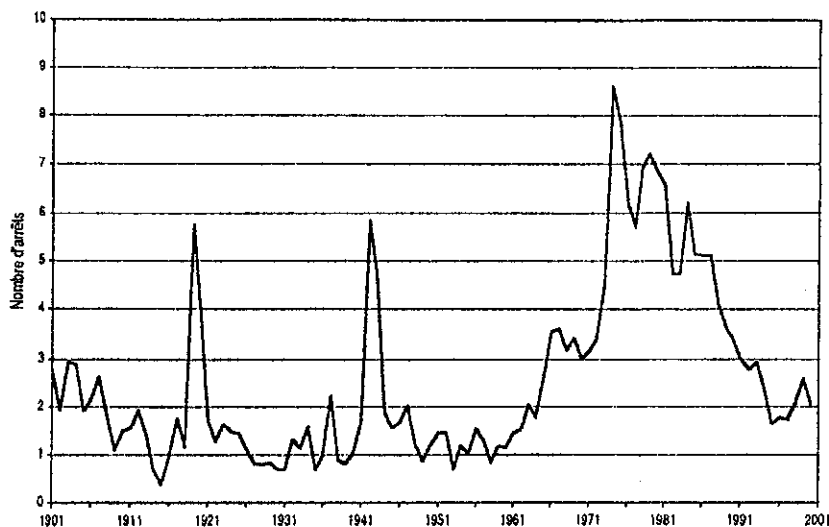
naissait à un nouvel environnement, se l'appropriait, l'investissait et le nommait à sa manière. En somme, d'un côté la culture de la continuité, de l'autre celle des ruptures et des recommencements. (Bouchard, 1993: 6)

Une société en effervescence

Le Québec de la première moitié du XX^e siècle est loin d'avoir été une société homogène et frileuse, repliée sur elle-même, comme le donnent à penser certains clichés. Le Québec était alors une société divisée comme toutes les sociétés de l'époque. Rien n'est plus éloigné de la réalité que la vision d'un Québec monolithique, unanime derrière son clergé, enfermé dans ses traditions et ses mythes passésistes, comme on l'a décrit dans une certaine littérature, plus proche de la fiction que de la réalité.

Le Québec de la première moitié du XX^e siècle a connu une grande effervescence sociale. Deux objets de conflits sont caractéristiques de l'époque : le premier est relié à la question nationale, le second à la vie ouvrière. Les deux crises de la conscription ont joué un rôle majeur dans l'affirmation du sentiment national canadien-français. Mais l'effervescence sociale a aussi touché le monde ouvrier, à une époque où l'industrialisation s'intensifiait. Les luttes contre la misère et l'exploitation des ouvriers sont typiques de cette période, non seulement au Québec, mais aussi dans l'ensemble du monde industriel, tant aux États-Unis qu'en Europe. La figure 8, qui rend compte du nombre d'arrêts de travail dans les entreprises par 100 000 habitants âgés de 15 ans et plus, illustre bien cette effervescence. Le XX^e siècle a connu trois grandes périodes d'effervescence sociale ; les deux premières ont eu lieu au cours des deux Grandes Guerres mondiales, la troisième dans les années 1970. Dans les trois cas, les conflits ouvriers ont éclaté dans des périodes de forte croissance économique, propices à l'explosion des revendications ouvrières, comme l'avait déjà noté Alexis de Tocqueville au XIX^e siècle.

Figure 8
 Arrêts de travail par 100 000 habitants âgés de 15 ans et plus,
 Québec, 1901-2000¹²



Pour conclure

Cette brève esquisse, qui n'a pour seul but que de fixer les idées sur le contexte sociographique dans lequel a été mis en place la SPFC, fait ressortir nettement trois types de ruptures observables au Québec dans la longue période de transition entre l'ancien Canada français, encore bien en place au début du XX^e siècle, et le Québec moderne, qui émerge quelque 60 ans plus tard.

Se profile d'abord clairement une industrialisation bien amorcée, presque entièrement commandée de l'extérieur, en parallèle à la persistance d'un modèle de développement rural typique du Canada français.

On observe par ailleurs une forte émigration de Canadiens français, notamment vers la Nouvelle-Angleterre, et une immigration internationale qui deviendra plus importante à mesure qu'on avancera dans le

12. Sources: données de 1901 à 1951: Bureau de la statistique du Québec, *Annuaire statistique de Québec 1951-1952*; données de 1952 à 1960: Bureau de la statistique du Québec, *Annuaire statistique de Québec 1962*; données de 1960 à 1989: Langlois et autres (1990); données de 1990 à 2000: ministère du Travail du Québec (données non publiées).

siècle et qui contribuera à modifier la physionomie non seulement de la minorité anglo-québécoise, mais aussi de la majorité francophone.

Enfin, pendant la première moitié du XX^e siècle, un écart grandissant se creuse entre l'Église comme institution et la population. Dès la fin des années 1940, de nombreux indicateurs donnent à penser que les fidèles avaient commencé à prendre leurs distances par rapport à l'institution qui les avait encadrés jusque là. Cette période est aussi marquée par ce que Fernand Dumont a appelé le repli idéologique, autrement dit, par un certain clivage entre les élites et le peuple qui s'effacera lorsque la modernisation des institutions se mettra en place.

Si cette analyse est juste, on peut penser que la SPFC a été active pendant les 50 dernières années du Canada français historique. Elle cessera ses activités avec la naissance du Québec moderne, lorsque se confirmera la rupture de l'ancien Canada français.

Références

- Annuaire de l'Église catholique au Canada*, Montréal, Publicité B. M. Advertising Inc, 1983 →.
- AYER & SON, N. W., *Ayer Directory of Publications 1970*, New York, A. M. S. Press Film Service, 1972.
- BOUCHARD, Gérard (1993), « Une nation, deux cultures. Continuités et ruptures dans la pensée québécoise traditionnelle (1840-1960) », dans Gérard Bouchard (dir.), avec la collab. de Serge Courville, *La construction d'une culture. Le Québec et l'Amérique française*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, (« CEFAN, Culture française d'Amérique »), p. 3-47.
- (2000), *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde. Essai d'histoire comparée*, Montréal, Boréal, 503 p.
- BOURASSA, Henri (1901), *Grande-Bretagne et Canada, Questions actuelles. Conférence au Théâtre national français, Montréal, le 20 octobre 1901*, Montréal, Imprimerie du Pionnier, 42-cxxx p.
- (1902), « Le patriotisme canadien-français. Ce qu'il est, ce qu'il doit être. Discours prononcé au Monument National, le 27 avril 1902 », *La Revue canadienne*, Montréal, 38^e année, vol. 1 (juin), p. 423-448.
- BOURQUE, Gilles, Jules DUCHASTEL et Jacques BEAUCHEMIN (1994), *La société libérale duplessiste, 1944-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal (« Politique et économie, série Études

- BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Annuaire statistique du Québec 1951-1952*, Québec, 1953.
- *Annuaire statistique du Québec 1962*, Québec, 1963.
- Canada ecclésiastique (Le)*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1887-1974.
- DOLQ: *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, tome 1 (*Des origines à 1900*, sous la dir. de Maurice Lemire, avec la collab. de Jacques Blais, Nive Voisine et Jean Du Berger), Montréal, Fides, 1978, lxvi-918 p.; tome 2 (*1900-1939*, avec la collab. de Gilles Dorion, André Gaulin et Alonzo Le Blanc), 1980, xcvi-1363 p.; tome 3 (*1940-1959*, avec la collab. de Gilles Dorion, André Gaulin et Alonzo Le Blanc, et de Aurélien Boivin, Roger Chamberland, Kenneth Landry et Lucie Robert), 1982, xcii-1252 p.; tome 4 (*1960-1969*), 1984, lxxiii-1123 p.; tome 5 (*1970-1975*, avec la collab. de Aurélien Boivin, Gilles Dorion, André Gaulin et Alonzo Le Blanc, et de Roger Chamberland, Marie-Josée Des Rivières, Kenneth Landry, Michel Lord et Lucie Robert), 1987, lxxxvii-1133 p.; tome 6 (*1976-1980*, sous la dir. de Gilles Dorion, avec la collab. de Aurélien Boivin, Roger Chamberland et Gilles Girard), 1994, liii-1087 p.; tome 7 (*1981-1985*, sous la dir. de Aurélien Boivin, avec la collab. de Roger Chamberland, Gilles Dorion et Gilles Girard), 2003, lxxvii-1229 p.
- DUMONT, Fernand (1974), «Du début du siècle à la crise de 1929 : un espace idéologique» dans Fernand Dumont, Jean Hamelin, Fernand Harvey et Jean-Paul Montminy (dir.), *Idéologies au Canada français, 1900-1929*, Québec, Les Presses de l'Université Laval («Histoire et sociologie de la culture, 5»), p. 1-13.
- (1993), *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 393 p.
- (2000), *Fernand Dumont, un témoin de l'homme*, Montréal, L'Hexagone («Entretiens»), 356 p. [Entretiens colligés et présentés par Serge Cantin.]
- GAGNÉ, Gilles (2004), «Les fermes au Québec et en Ontario», *Cahiers de l'ACSALF*, Montréal, vol. 1, n° 1, p. 5-8.
- GROULX, Lionel (1998), *Une anthologie*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 312 p. [Textes choisis et présentés par Julien Goyette; édition réalisée avec le concours de la Fondation Lionel-Groulx.]
- HAMELIN, Jean (1979), «La dimension historique du problème linguistique», *Travaux de linguistique québécoise*, Québec, 3, p. 251-269.
- LACOMBE, Sylvie (2002), *La rencontre de deux peuples élus. Comparaison des ambitions nationale et impériale au Canada entre 1896 et 1920*, Québec, Les Presses de l'Université Laval («Sociologie contemporaine»), 291 p.

- LAMONDE, Yvan (2000), *Histoire sociale des idées au Québec (1760-1896)*, Montréal, Fides, 565 p.
- LANGLOIS, Simon, Jean-Paul BAILLARGEON, Gary CALDWELL, Guy FRÉCHET, Madeleine GAUTHIER et Jean-Pierre SIMARD (1990), *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 667 p.
- LINTEAU, Paul-André (1992), *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 613 p.
- LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT (1989), *Histoire du Québec contemporain, tome 1 (De la Confédération à la crise (1867-1929))*, Montréal, Boréal (« Boréal compact »), 758 p. ; tome 2 (*Le Québec depuis 1930*), 834 p. [Nouv. éd. ; 1^{re} éd. : 1979.]
- MINER, Horace (1938), « Le changement dans la culture rurale canadienne-française », dans Marcel Rioux et Yves Martin (éd.), *La société canadienne-française*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971, p. 77-89. [Version française d'un article paru en 1938.]
- RAMIREZ, Bruno (2003), avec la collab. d'Yves OTIS, *La ruée vers le Sud. Migrations du Canada vers les États-Unis, 1840-1930*, Montréal, Boréal, 276 p. [Traduit de l'anglais par Pierrot Lambert.]
- ROBY, Yves (2000), *Les Francos-Américains de la Nouvelle-Angleterre. Rêves et réalités*, Sillery, Septentrion, 526 p.
- ROCHER, Guy (2000), « Des intellectuels à la recherche d'une nation québécoise », dans Michel Venne (dir.), *Penser la nation québécoise*, Montréal, Éditions Québec Amérique (« Débats »), p. 283-296.
- ROY, Gabrielle (1945), *Bonheur d'occasion*, Montréal, Société des Éditions Pascal, 532 p. en 2 vol.
- RUDIN, Ronald (1997), *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto – Buffalo – London, University of Toronto Press, xiii-294 p.
- SIEGFRIED, André (1906), *Le Canada. Les deux races. Problèmes politiques contemporains*, Paris, Librairie Armand Colin, 415 p.
- SIMARD, Jean-Jacques (1999), « Ce siècle où le Québec est venu au monde », dans Roch Côté (dir.), *Québec 2000. Rétrospective du XX^e siècle*, Montréal, Fides, p. 17-77.
- STATISTIQUE CANADA, *Annuaire statistique du Canada*, Ottawa, Imprimeur de la Reine – Ministère de l'Approvisionnement, 1911-2001.
- VERREAULT, Claude, et Thomas LAVOIE (2000), « Les anglicismes lexicaux dans les parlers ruraux de l'Est du Canada: aspects géolinguistiques et historiques », dans Marie-Rose Simoni-Aurembou (éd.), *Français du Canada – Français de France. Actes du cinquième Colloque international de Bellême du 5 au 7 juin 1997*, Tübingen, Max Niemeyer Verlag (« Canadiana Romanica, 13 »), p. 165-206.